CONCLUSION

par Jacques **Risse**[1]

Quatre éminents spécialistes, MM. Parodi, Coelenbier, Aumaitre et Fischler viennent de nous parler d'un sujet ô combien délicat, celui de l'usage des co-produits camés dans l'alimentation des animaux fournisseurs de produits destinés à l'alimentation humaine.

Permettez-moi, avant d'en venir aux conclusions proprement dites, de dresser un bref rappel historique. H y a longtemps déjà, plusieurs années, que nous nous posons des questions à propos de l'usage des farines d'origine animale. Cela a commencé, vous vous en souvenez, à la fin des années 80- Au Royaume Uni une maladie, apparemment inconnue mais spectaculaire malmenait les troupeaux bovins En 1986-37: elle avait frappé 137 fois. C'était inquiétant, ce n'était pas catastrophique- En 1988, elle avait franchi le cap des 50 cas nouveaux par semaine. C'était déjà beaucoup plus alarmant. En 1989, le nombre hebdomadaire de cas nouveaux atteignait 130 en début d'année, 200 en fin d'année! Outre-Manche, on ne paniquait peut-être pas mais l'angoisse montait.

Sur le continent, si nous n'en étions pas encore là, nous commencions tout de même à éprouver du vague à l'âme, Les pathologistes savaient déjà que les fermes de viande et d'os jouaient un rôle certain dans la dissémination de la maladie, une encéphalopathie spongiforme plus communément appelée, de façon très imagée, maladie de la vache folle.

En France, les milieux scientifiques et politiques suivaient l'affaire avec beaucoup d'attention. Ils se montraient même vigilants. En témoigne, le Rapport de la commission d'enquête parlementaire relative au fonctionnement du marché de la viande, déposé en avril 1991, qui, tout en soulignant l'ampleur des pertes anglaises déclarait en conclusion, et cela vaut tout de même d'être noté "Le problème se pose de la transmission à l'homme, même si rien jusqu'à présent ne permet d'affirmer que cette maladie est transmissible à l'espèce humaine".

À cette date, deux cas d'ESB avaient déjà été diagnostiqués dans notre pays. S'il n'y avait pas de quoi s'affoler, il y avait tout de même de quoi s'inquiéter. Il faudra attendre quelques années de plus pour que les choses prennent une tournure franchement dramatique. Il faudra attendre 1996. On se souvient qu'en février de cette même année, l'annonce par le ministre anglais de l'Agriculture de la transmissibilité à l'homme de la maladie avait déclenché une véritable psychose et provoqué l'effondrement du marché de la viande bovine.

Principe de précaution oblige, il était légitime, et, disons le tout net, il aurait été impardonnable de ne pas prendre des mesures énergiques pour lutter efficacement contre cette calamité. Même si elles ont pu, à l'époque, paraître excessives aux professionnels, ces mesures n'en étaient pas moins pleinement justifiées.

En Angleterre, on avait déjà, ne l'oublions pas, observé plusieurs cas de la nouvelle variante de la maladie de Kreirtzfeldt-Jakob. Les descriptions qui étaient données de l'état des patients avaient quelque chose d'effrayant, d'apocalyptique même. Divers scientifiques, qualifiés pour la plupart de sérieux, annonçaient que ce que l'on avait vu n'était rien à côté de ce que l'on allait voir et qu'un véritable cataclysme menaçait l'humanité. Plusieurs centaines de milliers de braves gens allaient, prévoyaient-ils, payer de leur vie l'irruption démette nouvelle maladie dans notre univers quotidien. Quelques illuminés parlaient même de fin du monde. Peut-être, voyait-on poindre les éternelles terreurs millénaristes.

Tout devait être fait et tout a été fait pour rompre le catastrophique enchaînement des faits.

Les années ont passé. Les passions se sont calmées, le temps des premiers bilans est venu.

---

[1] Membre de l'Académie d'Agriculture, président de l'AVEC (Fédération européenne des industries de la volaille).

C.R.Acad. Agric. Fr., 2004, 90, n°2. Séance du 3 mars 2004.

Aujourd'hui, où en sommes-nous ? Quel constat peut-on dresser?

- L'ESB est désormais sous contrôle même s'il reste des faits inexpliqués, même si nos connaissances restent très imparfaites |
- L'hécatombe annoncée n'a, fort heureusement, pas eu lieu
- Nous avons remplacé gans problème majeur les farines de viandes dans les aliments pour animaux de rente par d'autres sources de protéines
- Nos importations de tourteaux, de tourteaux de soja notamment, ont sensiblement augmenté (de plus de 3 millions de t.)

Après l'embargo de 1973 sur le soja, l'Europe, stressée, consciente de sa vulnérabilité, avait tenté. non sans un certain succès, de mobiliser ses ressources protéiques pour réduire sa dépendance. Les événements de ces dernières années sont venus contrarier ses efforts et ont provoqué un brutal retour en arrière assorti d'ailleurs d'une kyrielle de possibles et plus ou moins graves conséquences.

- Bien entendu, les prix de revient de nos productions animales ont augmenté, celles de volailles notamment. Ceci étant dû tout à la fois à l'accroissement du coût des matières premières des aliments mais aussi à la dégradation des performances, (croissance» rendement)
- Bien entendu encore, il s'est créé d'importantes distorsions de concurrence sur les marchés internationaux.
- Nous avons accumulé des centaines de milliers de tonnes de déchets. Nous avons résolu plus ou moins bien, plutôt mal que bien, et encore très imparfaitement, les problèmes de stockage et d'élimination que posaient ces masses énormes aux plans environnemental et financier. Leur destruction coûte cher, très cher. On parle de 5 à 600 millions d'euros par an pour notre seul pays et de 6 milliards pour l'Union européenne.

J'en arrive maintenant à ce que nous ont dit nos conférenciers.

André Laurent Parodi, après avoir rappelé les mesures adoptées, après en avoir montré la pertinence, la cohérence et l'efficacité mais aussi le coût, les conséquences environnementales et sanitaires, a souligné les changements que la crise avait induits tant dans noire façon de penser que dans notre façon de considérer et de traiter les co-produits, Je ne crois pas trahir sa pensée en disant qu'il verrait d'un oeil plutôt favorable la réhabilitation des co-produits carnés dans l'alimentation des monogastriques. À la condition, bien sûr, que soient levées un certain nombre de réserves.

Patrick Coelenbier, en rappelant révolution de la réglementation, en insistant sur l'élaboration et le respect des normes européennes, en soulignant l'évolution des technologies industrielles, la spécialisation des sites, la séparation des produits en fonction de leur origine et de leur éventuelle destination, nous a montré que sa profession avait fait preuve d'un sens évident des responsabilités et d'une remarquable capacité d'adaptation. Elle est prête, nous a-t-il dit, à répondre aux demandes qui lui seraient faites dans les meilleures conditions possibles.

Aimé Aumaître, en se basant sur les recherches récentes, a plutôt souligné l'intérêt nutritionnel, économique et environnemental que l'Europe aurait à revoir sa position.

Claude Fischler ne voit bien sûr pas les choses sous le même angle ; il les voit en sociologue.. Même si cela va de soi, même si le rappeler peut passer pour un truisme ou une lapalissade, mieux vaut dire et redire que si nous produisons de la viande, du lait ou des oeufs, c'est pour satisfaire les besoins mais aussi les désirs de ceux que nous souhaitons avoir pour clients.

Claude Fischler, en évoquant l'irrationalité de leur comportement, irrationalité réelle, incontournable, innée, nous a expliqué dans quel état d'esprit ils se trouvaient, combien méfiants ils étaient dès que leur alimentation, et surtout leur alimentation carnée, était en cause. Une étude récente menée au Royaume Uni a montré que si 60% des Anglais avouaient en 2000 une certaine réticence à consommer de la viande de bœuf, ils étaient encore 40% en 2004 à éprouver de l'appréhension à l'idée de manger un steak.

Conséquence: les fabricants d'aliments du bétail, malmenés, parfois insultés, tout au long de la période sensible, ne souhaitent probablement pas se retrouver pris dans un maelström dont personne ne mesure bien quelle force il aurait avoir et les dégâts qu'il provoquerait.

En bref, quelles leçons tirer de cette séance ?

Permettez-moi, avant d'essayer d'apporter une réponse à cette question, de formuler une remarque. Tout au long des exposés entendus, le principe de précaution est resté présent en toile de fond. Un principe de précaution dont personne n'a jamais dit qu'il constituait une fin en soi. Décider de l'appliquer, rappelons-le, c'est en face d'un danger grave et imminent, décider d'appliquer pour une période transitoire de durée plus ou moins longue une série de mesures jugées suffisantes et nécessaires pour réduire les risques autant que faire se peut. À l'abri des mesures prises, il devient alors possible, et pourquoi ne pas ajoutée indispensable, de se livrer à des enquêtes approfondies, de chercher à comprendrez et de proposer des solutions. En bref, le principe de précaution ne prend toute sa signification que s'il est accompagné de application du principe de marche en aVant. Il ne doit en aucun cas devenir psychose, délire ou ivresse de précaution. Il ne doit pas opposer un veto au progrès des sciences ou au progrès humain, Il doit simplement modérer les emportements et rendre prudents ceux qui ne le seraient pas. C'est d'ailleurs ce qu'avaient affirmé les membres de la mission parlementaire chargée en mai 2000 de préparer la révision des textes de 1994 sur la bioéthique : "le principe de précaution, lit-on dans leur Rapport, n'est pas la consécration juridique et politique d'une méfiance généralisée à l'égard de la Science... Il est, au contraire, principe d'action".

Ceci dit, à l'issue des exposés que nous venons d'entendre, une question essentielle se pose. Faut-il en rester là où nous en sommes et renoncer définitivement à remploi des farines de viande ou mieux des co-produits carnés dans l'alimentation des animaux de rente ou faut-il, au contraire, reprendre le problème à sa base avec pour objectif d'en finir avec le gaspillage de nos ressources! Protéiques, tout en veillant à préserver la santé du consommateur ? Nos conférenciers: ont, semble-t-il, clairement donné leur préférence à la solution 2.

Ce choix implique que soient apportées des réponses satisfaisantes à toutes les questions qui découlent de ce choix. Voici quelques unes de celles qui me sont venues à l'esprit en écoutant les divers exposés. Il y en a sans doute beaucoup d'autres ; cette liste ne se veut bien entendu pas exhaustive:

- Ne faudrait-il pas, pour confirmer l'intérêt de l'option choisie, évaluer avec précision le coût, les risques et les conséquences économiques, politiques et sociales à court et moyen terme du non-emploi des farines d'origine animale?
- Ne serait-il pas préférable pour des raisons à la fois techniques, éthiques et psychologiques de réserver l'emploi des protéines animales transformées aux monogastriques, en clair aux porcs et aux volailles ; le recyclage intraspécifique faisant l'objet d'études complémentaires ?
- Quelles technologies devrait-on adopter pour minimiser les risques? Les technologies désormais utilisées sont-elles satisfaisantes ? Ne serait-il pas indiqué de mettre sur le marché, à des prix économiquement acceptables, des produits sensiblement différents de ceux proposés jusque là en les dotant de nouvelles appellations?
- Quel type de réglementation faudrait-il adopter? On ne peut répondre à cette question qu'en collaboration avec nos partenaires européens. Plus tôt nous en parlerons avec eux, mieux cela vaudra.

Ultime question mais de toutes peut-être la plus importante? Qui faut-il informer et comment ?

Cela va de soi, il faut informer ,le consommateur. Avant d'écouter Claude Fischler, je savais que ce ne serait pas facile. Après l'avoir écouté, je suis convaincu que ce sera une rude tâche. L'irrationalité des comportements, la méfiance profonde des *bien nourris* que nous sommes à regard de leur alimentation et surtout de leur alimentation carnée, la diffusion d'informations fantaisistes habilement présentées compliqueront singulièrement la mission de ceux qui prendront ce travail en main. Ils devront informer avec honnêteté, avec patience, sans arrogance. Ils devront répondre à des inquiétudes plus ou moins bien exprimées et parfois dénuées de tout fondement. Vulgariser étant un

art, ils devront le faire, sans parti pris, sans faux-semblant, sans polémique mais avec rigueur, en soulignant les incohérences de certaines positions doctrinales.(par exemple interdire l'emploi de protéines animales issues d'animaux déclarés sains pour là consommation humaine).

Informer le consommateur ne suffira pas ; il faudra aussi informer les distributeurs qui ne craignent rien tant que les critiques de leurs clients et ne se sentent pas prêts, à juste raison, à prendre le moindre risque commercial.

Il faudra réfléchir avec les fabricants d'aliments du bétail qui ne veulent plus être les boucs émissaires de la filière.

Il faudra enfin tenir compte des politiques que leurs choix peuvent traîner devant les tribunaux. Les parlementaires, on l'oublie trop aisément, n'ont pas désigné moins de trois commissions d'enquête pour se former une opinion sur le sujet : la premières avec pour rapporteur Jean-François Mattei, a rendu en janvier 1997, un rapport intitulé : *De la vache folle à la vache émissaire* ; la seconde, avec pour rapporteur un vétérinaire, Jean Bizet, s'est intéressée aux *Conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage* ; la troisième présidée par François Sauvadet a déposé en 2001, un rapport au titre très évocateur : *l'ESB une crise de société*.

En bref, prôner une remise en cause de la situation actuelle, si c'est ce que nous choisissons de faire, demandera beaucoup de travail. Notre voie sera semée d'embûches, *mais nous ne devons pas renoncer*. Si les choses doivent changer, elles ne changeront certes pas en un jour. Mais notre devoir, la finalité, la grandeur de Compagnies comme les nôtres, sont me semble-t-il de poser, d'avoir le courage de pose les problèmes et d'émettre des recommandations, surtout lorsque l'enjeu en vaut la peine. L'opinion publique, nous le savons tous et depuis longtemps, s'est toujours montrée méfiante à l'égard du progrès scientifique. Elle lui a toujours trouvé un fumet sulfureux. Elle s'en méfie comme du diable. Ceci dit, et l'expérience nous l'a à maintes fois enseigné, la fréquentation du diable n'a pas que de mauvais côtés. C'est ce que Jean Fourastier nous avait dit, il y a 25 ans, il affirmait que la hausse du niveau de vie avait pour origine essentielle, sinon exclusive, le progrès technique.